

**ATELIER DE RÉFLEXION ET D'ÉCHANGE SUR
LE RENOUVELLEMENT DE LA THÉORIE ÉCONOMIQUE D'UN
POINT DE VUE FÉMINISTE ET ÉCOLOGIQUE**

Tenu à l'UQAM, le 2 avril 2004

Cécile Sabourin, Josée Belleau, Michelle Duval

Montréal, juin 2005



Table des matières

Introduction	3
1) Trois schémas de l'approche néoclassique et quelques problèmes de fond	5
Le flux circulaire de l'activité économique, deux versions.....	5
Les possibilités de production	8
Commentaires.....	8
Conclusion de la section 1	10
2) Des modèles féministes et écologiques qui suscitent la réflexion.....	12
Schéma 1 : L'iceberg	13
Schéma 2 : Une économie diversifiée.....	15
Schéma 3 : Le « gâteau trois-étages glacé ».....	17
Schéma 4 : Le modèle de la société institutionnelle	19
Schéma 5 : Three-part Model of Production Relationships.....	21
Schéma 6 : Le modèle ICE	23
Conclusion de la section 2	24
3) Des processus Émergents	25
Processus citoyens	26
<i>Des choix individuels qui se muent en choix collectifs et organisationnels.....</i>	<i>26</i>
Sites Internet.....	29
Contributions des approches théoriques féministes et écologiques	30
<i>Un dualisme hiérarchique à questionner.....</i>	<i>30</i>
<i>Principes et pratiques d'une économie féministe écologique.....</i>	<i>32</i>

4) Synthèse et discussion des commentaires des participantes.....	34
Agir d'abord au plan politique.....	35
<i>La valorisation du travail et des compétences</i>	35
<i>La récupération des alternatives</i>	35
<i>Théorie globale recherchée</i>	36
Reconnaître des limites, résistances et contraintes à l'articulation et au succès des alternatives.....	36
S'engager personnellement et collectivement	37
Participer à la visibilité et à la reconnaissance des alternatives.....	39
Épilogue	40

Liste des annexes

Annexe 1 : Programme de l' Atelier de réflexion et d'échange	42
Annexe 2 : Processus citoyens et mouvements sociaux (Patricia Ellie Perkins)	44
Annexe 3 : Liste des sites Internet de Julie Matthaei.....	45
Annexe 4 : Transformational processes and sub-processes (Julie Matthaei).....	46
Annexe 5 : Threads within feminist ecological economics (Patricia Ellie Perkins)	47
Annexe 6 : References on Feminist and Ecological Economic Renewal	48

Introduction

L'idée d'organiser un atelier de réflexion et d'échange sur le renouvellement des théories économiques d'un point de vue féministe et écologique découlait de collaborations diverses entre les organisatrices, signataires du rapport. Nous étions engagées depuis quelques années dans des initiatives, recherches et réseaux d'échanges dont l'objectif commun consistait à contribuer à l'articulation d'alternatives économiques globales en prenant appui sur les expériences concrètes des femmes et des féministes. Nous voulions proposer une activité dont le contenu serait ancré dans le contexte nord-américain.

Le projet fut accueilli favorablement par l'*ARIR*¹ qui a accepté de fournir la contribution financière pour réaliser cette journée. L'atelier misait en particulier sur la participation de deux invitées : Julie Matthaei, économiste et professeure au Wellesley College de Cambridge (États-Unis) et Patricia E. Perkins, économiste et professeure à l'Université York de Toronto (Canada). Nous voulions également favoriser des échanges entre les participantes sous formes de témoignages, d'analyses et de débats.

Ainsi, Julie Matthaei et Patricia E. Perkins avaient été invitées à s'exprimer brièvement sur chacun des thèmes en vue de susciter des questionnements et des réactions auxquels elles étaient ensuite appelées à répondre, en fonction des propos émis par les participantes. Elles avaient aussi été invitées à s'inspirer de leur cheminement personnel et professionnel en lien avec le thème et ce, dans le but d'illustrer la relation entre leur engagement individuel et professionnel à des initiatives et mobilisations collectives. Une question lançait chacune des périodes d'échanges.

Afin de favoriser la circulation de la parole, le nombre de participantes fut limité à 30. Sans exclure les participations masculines, les invitations avaient été lancées auprès de femmes engagées dans des groupes ou initiatives reliées de près ou de loin au thème de la journée.

¹ Alliance de recherche IREF/Relais-femmes.

Les participantes étaient issues de groupes nationaux, d'organismes locaux et du milieu académique, professeures, professionnelles et étudiantes. La composition de l'assistance a permis l'expression d'une diversité d'expériences et de points de vue.

Dans les pages qui suivent, nous traitons des contenus théoriques et des échanges qui se sont produits lors de l'atelier. Cependant, nous ne relatons pas la séquence exacte du déroulement de la journée. Nous faisons plutôt ressortir ce qui nous paraît essentiel, à savoir les aspects théoriques abordés ainsi que les réflexions des participantes qui permettent soit d'illustrer, soit de faire des liens entre les pratiques et les théories. En outre, nous souhaitons mettre en évidence les perceptions et les constats dont les participantes ont fait part quant aux difficultés à transformer le paradigme économique dominant et à construire des alternatives économiques viables. La journée et ce rapport s'adressent à des personnes qui ont une certaine familiarité avec le thème et le langage de l'économie.

Le rapport en quelques mots

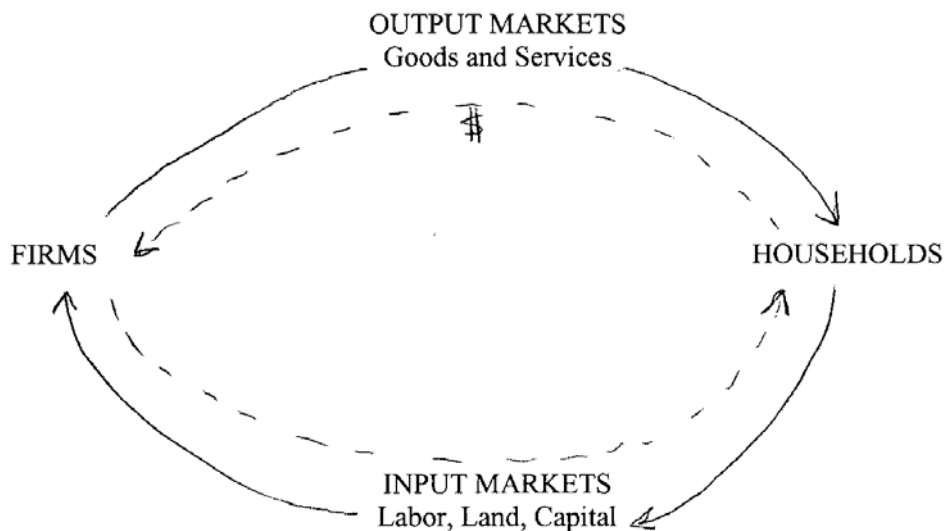
Les sections 1 et 2 portent sur des dimensions théoriques de l'activité économique. En vue de rappeler la conception réductrice de l'activité économique retenue par les théories dominantes, les conférencières Julie Matthaei et Patricia E. Perkins ont brièvement rappelé les modèles connus du flux circulaire de l'activité économique et des possibilités de production. Elles nous ont ensuite présenté d'autres modèles ayant une portée plus large et incluant des aspects féministes et écologiques. Pour illustrer ou clarifier les aspects théoriques, nous avons entrecoupé le texte d'exemples et de commentaires issus des propos des participantes ou des réflexions des organisatrices. La troisième section du rapport présente brièvement des processus émergents que nos conférencières invitées ont portés à notre attention. La quatrième section porte sur les questionnements et commentaires des participantes. Elle est suivie d'un épilogue et d'annexes. Les réflexions des organisatrices, signataires du rapport, sont exprimées dans l'épilogue.

1) Trois schémas de l'approche néoclassique et quelques problèmes de fond

Le flux circulaire de l'activité économique, deux versions

Les étudiantes et les étudiants en économie connaissent les schémas des flux de l'activité économique. Le plus simple (schéma 1) illustre les interrelations entre les deux groupes d'acteurs économiques considérés à la base de la « vie économique », à savoir les entreprises et les ménages.

Schéma 1 : The traditional circular flow of economic life



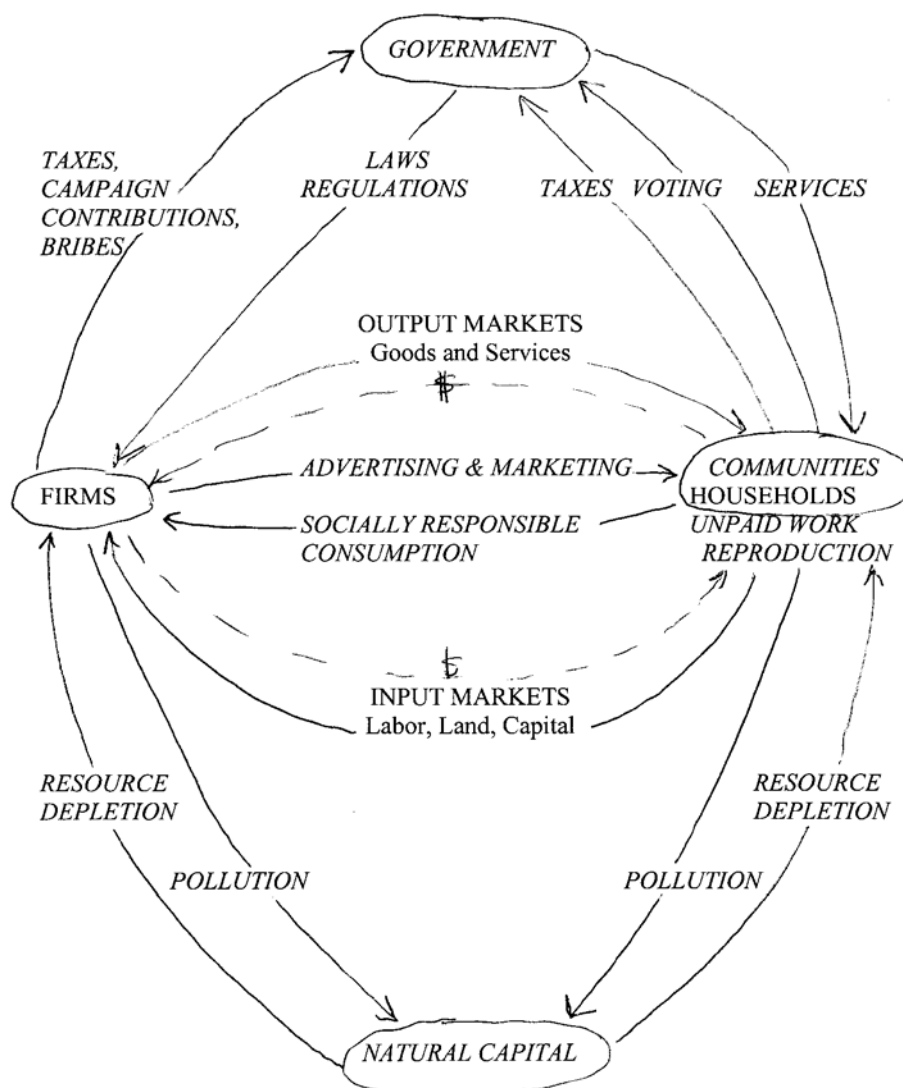
Les entreprises utilisent le travail, les ressources naturelles² et le capital considérés comme la propriété des ménages en échange d'une rétribution (salaire, rente, intérêt) que les ménages utiliseront ensuite pour acheter les biens et services que ces ressources auront permis aux entreprises de produire. Ce schéma réducteur peut être révisé pour inclure de nouvelles dimensions prenant en compte d'autres aspects liés à la réalité économique des sociétés.

Dans le deuxième schéma des flux de l'activité économique s'ajoutent les gouvernements et le « capital naturel », comme deux nouveaux « acteurs » par lesquels

² Land dans la version initiale. Voir note 8, page 14.

transitent les flux monétaires en échange des flux physiques. En outre, les ménages sont redéfinis pour inclure les communautés et l'univers domestique. Les flux monétaires et leurs contreparties, c'est-à-dire les interrelations entre les acteurs, sont alors plus nombreux et mettent en évidence des aspects multiples dont : la pollution, l'épuisement des ressources, la consommation socialement responsable, la publicité et le *marketing*, les lois et règlements, les taxes, les contributions aux campagnes électorales, les pots-de-vin, les services publics, les votes.

Schéma 2 : The circular flow of economic life, revised



Si ce deuxième schéma inclut de nouvelles dimensions, il demeure toutefois très général. Il masque notamment la diversité des logiques et comportements des acteurs

réels regroupés au sein de chacune des composantes. Ainsi, une meilleure connaissance et définition des caractéristiques de chaque composante permettraient de modifier et de complexifier le modèle. Il va sans dire qu'une multitude de données reflétant diverses réalités *contextuées* peuvent seules permettre de raffiner encore davantage ce modèle pour qu'il reflète les flux des échanges au sein des économies réelles.

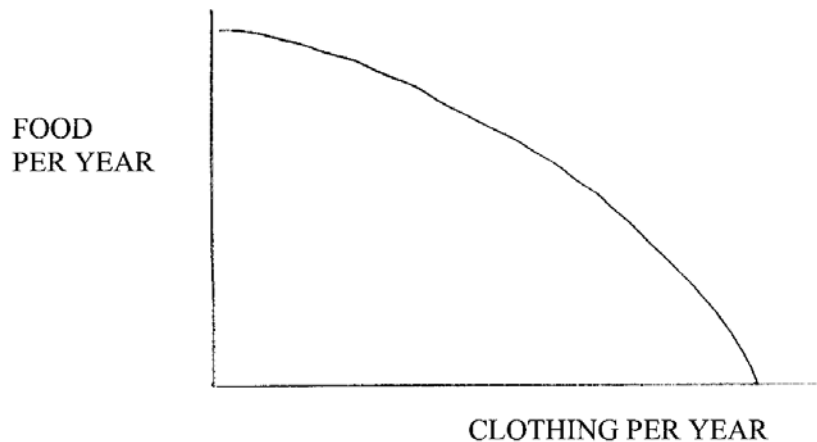
Par exemple, lors de l'atelier, une participante a questionné la pertinence d'une seule grande catégorie pour représenter les entreprises, étant donné la diversité évidente de celles-ci. Non seulement les entreprises sont-elles de tailles diverses, caractérisées par des structures juridiques et des contraintes fiscales particulières, elles sont aussi soumises à des juridictions nationales pour certains aspects de leurs activités. Par ailleurs, selon le contexte dans lequel les entreprises opèrent, elles sont parfois para-domestiques (les entreprises familiales sont encore bien présentes dans la plupart des régions du monde), sociales, publiques ou para-publiques. En outre, elles concernent des productions très diversifiées. Elles fonctionnent en interrelations et le contrôle démocratique sur le travail et le capital présente des défis différents selon le type d'entreprise. Une autre participante s'est interrogée sur la pertinence de juxtaposer les maisonnées et les communautés dans un même ensemble, en considérant leurs comportements comme similaires.

À juste titre les participantes reconnaissent les limites du modèle, en particulier par une schématisation trop poussée et une représentation des entreprises et autres acteurs économiques de manière aussi agrégée, ce qui passe sous silence une bonne portion de la complexité du monde économique. Cette occultation de la diversité, ainsi que l'invisibilité de nombreux actes économiques, comme la production domestique ou le travail volontaire, constituent le défi à surmonter pour les économistes féministes et pro-féministes. Nous y reviendrons dans une section ultérieure.

Les possibilités de production

Au début de l'atelier, il a aussi été question du modèle des possibilités de production qui schématise à l'excès le choix offert à une société cherchant à maximiser sa production. Bien sûr, ce modèle n'a aucune autre prétention que celle d'illustrer le « rationnel de calcul » des possibilités de production maximale sur un territoire entre deux biens, la nourriture et le vêtement.

Schéma 3 : Possibilités maximales de production



Les possibilités maximales de production ne sont jamais atteintes et nous en sommes bien aises puisque cela signifierait l'épuisement total des ressources. Il nous apparaît important, au contraire, de bien mettre en évidence des limites aux usages des ressources et aux productions, ce que le schéma ne fait nullement.

Commentaires

Après le premier bloc de présentations, la discussion est lancée à partir des questions suivantes : « L'économie, ce n'est pas que l'argent, la Bourse, les pages financières de la Presse, c'est aussi » Qu'est-ce qui vous a amené à remettre en question ou à redéfinir « l'économie officielle » ? Quelle est votre définition de l'économie ? la richesse ? la productivité ? le capital ? En quoi votre vision est-elle féministe ou écologique ?

Devant les problèmes aigus d'inégalités de répartition des ressources et des enjeux que cela soulève, des participantes ont questionné la pertinence de réfléchir à partir de modèles économiques en occultant, pour un temps, les dimensions politiques qu'elles estiment prioritaires. Mais à notre avis, il demeure aussi crucial d'approfondir les aspects et les exigences spécifiques de transformer le paradigme économique dominant ainsi que ses pratiques.

Les avis sont partagés concernant l'espoir de transformer la situation. Des participantes ont l'impression que « rien n'a changé », alors que d'autres constatent des changements. Ainsi, on a mentionné à juste titre que les grandes entreprises entretiennent les craintes des travailleuses et travailleurs en menaçant de se déplacer vers d'autres régions du monde : la logique du capital impose à la main-d'œuvre, surtout féminine et/ou « illégale », des conditions toujours plus contraignantes. Les restrictions imposées aux personnes, en particulier la discrimination envers les immigrants, illustrent ces tendances. D'autres participantes jugent à propos de faire des liens entre des expériences modestes, des « offensives progressistes » et des idéologies transformatrices. Il leur semble important de relier les différents niveaux et secteurs, afin d'établir des passerelles pour que les initiatives de changement se reconnaissent et se renforcent.

Par ailleurs, des participantes ont fait part de leur cheminement au regard des théories économiques. Par exemple, si à une certaine époque elles considéraient des pratiques telles les coopératives d'achat, comptoirs alimentaires, pharmacies populaires, luttes de protection de l'environnement, écovillages, recyclage de produits usagés et de déchets comme relevant uniquement du champ social, elles les reconnaissent aussi maintenant comme des pratiques économiques alternatives.

L'éducation économique, au sens de la compréhension du discours dominant et des pratiques d'exclusion que sa mise en œuvre suscite, est devenue plus courante et accessible qu'auparavant. Ainsi, des participantes ont souligné la tendance séculaire à empêcher les gens d'avoir accès aux ressources pour produire ce dont ils ont besoin, à accroître la dépendance des gens par rapport aux marchés, ces marchés étant construits de toutes pièces. Toutes reconnaissent que ces constructions artificielles que sont les marchés sont traitées, dans la logique dominante, comme si elles découlaient de lois naturelles.

L'éducation économique critique est sortie de la coupe des mouvements politiques, marxistes ou autres, pour être intégrée à une diversité d'initiatives qui, chacune à sa manière, contribuent à une conscientisation nécessaire au changement, par exemple la Marche mondiale des femmes.

La conscientisation croissante relative aux méfaits de la logique dominante permet une compréhension partagée des enjeux sans toutefois mener à un consensus sur les stratégies d'actions. Par ailleurs, face au défi de renverser les tendances, seules des solutions collectives paraissent valables, celles-ci nécessitant, selon plusieurs, des apports individuels, comme l'ont démontré les féministes dans leurs stratégies de lutte au patriarcat, à savoir qu'il faut d'abord se transformer soi-même pour développer une force collective.

Conclusion de la section 1

Les schémas présentés par les deux conférencières fournissent un portrait des composantes du système économique, mettant en relations (a) celles qui sont perçues comme les plus importantes dans la conception orthodoxe³ de l'économie, sans souci des réalités concrètes de la vie économique vécue par les personnes et les organisations et (b) des flux réels autres que ceux qui ont une contrepartie monétaire.

En vue d'une représentation plus adéquate des interrelations à l'intérieur du système, on pourrait modifier par exemple, le schéma du flux circulaire de l'activité économique en révisant les définitions, les rôles et les actes économiques des principaux « acteurs », entreprises, maisonnées, communautés, entre autres. Selon une approche féministe, cela ne manquerait pas de mettre en évidence (a) l'être humain, (b) les places, rôles et contributions différenciées des femmes, des hommes et des enfants au sein du système économique, (c) les places, rôles et contributions d'acteurs économiques ayant une grande influence dans la conjoncture actuelle⁴.

³ Selon le Petit Robert, « orthodoxe » réfère à ce qui est conforme à une doctrine, des opinions et des usages établis.

⁴ On pense en particulier au système financier, aux relations avec les multiples sous-systèmes en contexte de mondialisation et aux mécanismes de régulation qui se transforment et imposent ou orientent les pratiques économiques.

Une représentation plus juste de l'ensemble des acteurs et composantes, en particulier ce qui est présentement « invisible » et/ou hors-marché ouvrirait la voie à une vision plus juste des rapports de force (actuels et à développer) ainsi qu'à la conception d'approches et de modèles alternatifs plus satisfaisants.

Pendant longtemps, le fait d'accoler le mot « économie » à des activités courantes de la vie — travail reproductif et de soins en particulier — vous rendait suspecte. On a ainsi laissé tout l'espace aux économistes orthodoxes⁵ pour s'approprier ce champ de recherche au détriment des approches féministes. Pourtant, reconnaître que ces activités reliées à la vie sont aussi d'ordre économique ouvre la voie à une redéfinition des concepts de base et principales assises des théories économiques. Il sera alors possible de concevoir des modèles plus représentatifs des réalités concrètes.

Dans cette perspective, un certain nombre de dimensions deviennent incontournables, comme les liens entre le local et le global, les comportements individuels et la somme de ceux-ci, qui constituent les données globales (consommation, production, investissement, épargne, etc.). Une foule d'actes économiques demeurent exclus du processus de la comptabilité nationale, ainsi que Marilyn Waring⁶ l'a bien montré. Un des défis féministes consiste à inclure toutes ces activités au sein de notre conception de l'économie, pour rendre visibles à tous les niveaux, y inclus dans la comptabilité nationale — du local au global, les aspects non monétaires et sous-évalués des activités économiques.

⁵ Notamment dans la perspective des travaux de Gary S. Becker.

⁶ Marilyn Waring, *If women counted, A new feminist economics*. New York: Harper&Row, 1988.

2) Des modèles féministes et écologiques qui suscitent la réflexion⁷

Les économistes préoccupées entre autres de la relative « invisibilité » des femmes, de l'absence de prise en compte des enjeux spécifiques aux femmes et de l'épuisement des ressources naturelles ont contribué à développer des analyses, approches et modèles, en vue de tenir compte de ces dimensions et de mieux représenter les activités économiques telles qu'elles sont vécues par les femmes, les hommes et les enfants. Inutile de dire que ce n'est pas chose facile, notamment si l'on souhaite développer un modèle global représentant la complexité des divers sous-systèmes.

Il a toujours existé une grande diversité d'activités économiques. Toutefois, la conscience de cette diversité tend à s'accroître à mesure que sont diffusées, discutées et partagées, des données permettant à un grand nombre de personnes d'établir des comparaisons entre les pratiques économiques selon les lieux, environnements ou régions du monde où se produisent les activités. Notons toutefois que l'objectif de l'atelier était de porter une attention particulière au contexte nord-américain dans lequel baigne le Québec d'aujourd'hui. C'est dire que les modèles dont nous traitons ici brièvement seraient interprétés différemment dans d'autres contextes.

Les deux conférencières nous ont présenté six schémas permettant d'entrevoir l'économie « autrement ». Si ces modèles fournissent des pistes de réflexion, voire de construction de modèles alternatifs, ils doivent cependant être davantage raffinés pour refléter la diversité des « actes économiques ».

⁷ Les contributions de Julie Matthaei et Patricia E. Perkins lors de l'atelier du 2 avril 2004 sont le matériau principal de cette section.

Schéma 1 : L'iceberg

Ce qui est « visible » à l'œil économique, c'est-à-dire mesuré et compté en termes monétaires, représente une partie « plus ou moins grande selon les domaines » des activités économiques réelles. Les chercheurs Gibson-Graham ont utilisé l'image d'un iceberg pour montrer la faible portion du facteur⁸ travail « visible » dans le système économique et pris en compte par les approches et théories dominantes.

Dans le schéma « The Economic Iceberg » de Gibson-Graham, la pointe de l'iceberg représente le travail salarié effectué dans le contexte d'une entreprise capitaliste. Ce schéma nous montre que des types et temps de travail effectués en contextes autres que celui des entreprises capitalistes sont invisibles, dévalorisés, « immergés » du point de vue de l'approche « dominante ». Les aspects « invisibles », bien qu'absents de la comptabilité nationale sont néanmoins essentiels au fonctionnement de l'économie et de la société.

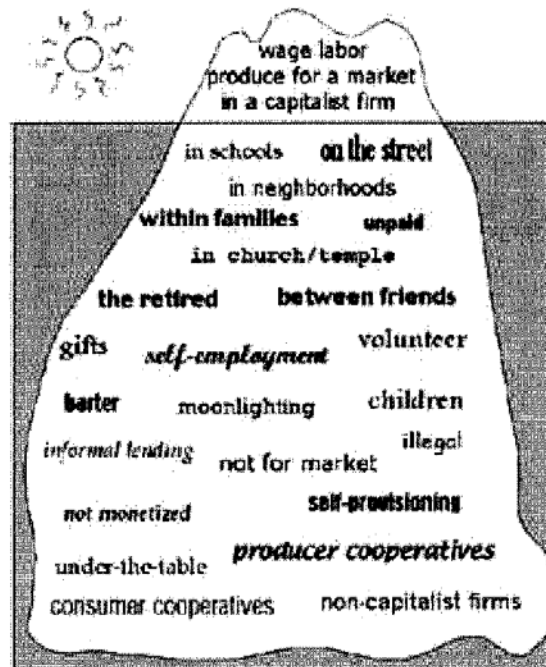
Parmi les aspects « invisibles » de l'économie, l'on peut compter les formes suivantes de travail et de production :

- Le travail non rémunéré ;
- Le travail dans les écoles, sur la rue, dans les quartiers, dans les familles, dans les églises et temples ;
- Le travail par les retraitées et retraités, par les amies et amis ;
- Les dons, l'auto-emploi, le volontariat, le troc, les échanges informels ;
- L'emploi secondaire ;
- Le travail des enfants, le travail illégal, le travail au noir ;
- Le travail non destiné aux marchés, le travail non monétaire, l'autosuffisance ;
- Les coopératives de production, les coopératives de consommation, les firmes non capitalistes.

⁸ Les théories économiques réfèrent souvent aux facteurs de production pour nommer les composantes permettant la production des biens et services à savoir le travail, les ressources naturelles (*land*), le capital.

A diverse economy: rethinking economy and economic representation

J.K.Gibson-Graham



The economic iceberg (drawing by Ken Byrne)

The iceberg is an economic representation we use in our action research projects to stimulate conversations about ‘the economy.’ This image is one way of illustrating that what is usually regarded as ‘the economy’—wage labor, market exchange of commodities and capitalist enterprise—comprises but a small subset of the activities by which we produce, exchange and distribute values. It honors and prompts into expression our common knowledge of the multifarious ways in which all of us are engaged in economic activity. It opens up conceptions of economy and places the reputation of economics as a comprehensive and scientific body of knowledge under critical suspicion for its narrow focus and mystifying effects.

From <http://www.communityeconomies.org/papers/rethink/rethink7diverse.pdf>

Schéma 2 : Une économie diversifiée

Le schéma « *A diverse economy* » offre une certaine organisation conceptuelle de l'iceberg présenté dans le schéma 1. Cameron et Gibson-Graham ont développé une matrice qui situe les actes économiques dans des contextes qui leur donnent leur « valeur économique ». Elles font ainsi la distinction entre les mécanismes d'échanges (*transactions*), le travail (*labour*) et la forme organisationnelle (*organizational form*), dans trois sphères différentes à savoir la sphère capitaliste, la sphère des économies alternatives et la sphère non-marchande.

A Diverse Economy

<i>Transactions</i>	<i>Labour</i>	<i>Organizational Form</i>
MARKET	WAGE	CAPITALIST
<i>ALTERNATIVE MARKET</i> <i>Local trading systems</i> <i>Alternative currencies</i> <i>Underground market</i> <i>Co-op exchange</i> <i>Barter</i>	<i>ALTERNATIVE PAID</i> <i>Cooperative</i> <i>Self-employed</i> <i>Indentured</i> <i>In kind</i>	<i>ALTERNATIVE CAPITALIST</i> <i>Environmental ethic</i> <i>Social ethic</i> <i>State enterprise</i>
<i>NON-MARKET</i> <i>Household flows</i> <i>Gifts</i> <i>Indigenous exchange</i> <i>Theft</i>	<i>UNPAID</i> <i>Volunteer</i> <i>Housework</i> <i>Family care</i>	<i>NON-CAPITALIST</i> <i>Communal</i> <i>Independent</i> <i>Feudal/Peasant</i> <i>Slave</i>

From Jenny Cameron and J.K. Gibson-Graham, "Feminizing the economy: metaphors, strategies, politics," at <http://www.communityeconomies.org>

Prenons l'exemple du travail dans la sphère des économies alternatives, tout au centre de la matrice. Cameron et Gibson-Graham identifient 4 types de travail dont la rétribution est considérée « alternative » (*alternative paid*) à savoir le travail coopératif, autonome, contractuel ou en nature. Ici, une rétribution alternative fait référence au fait que celle-ci ne répond pas aux normes des marchés capitalistes, essentiellement le « salariat »⁹.

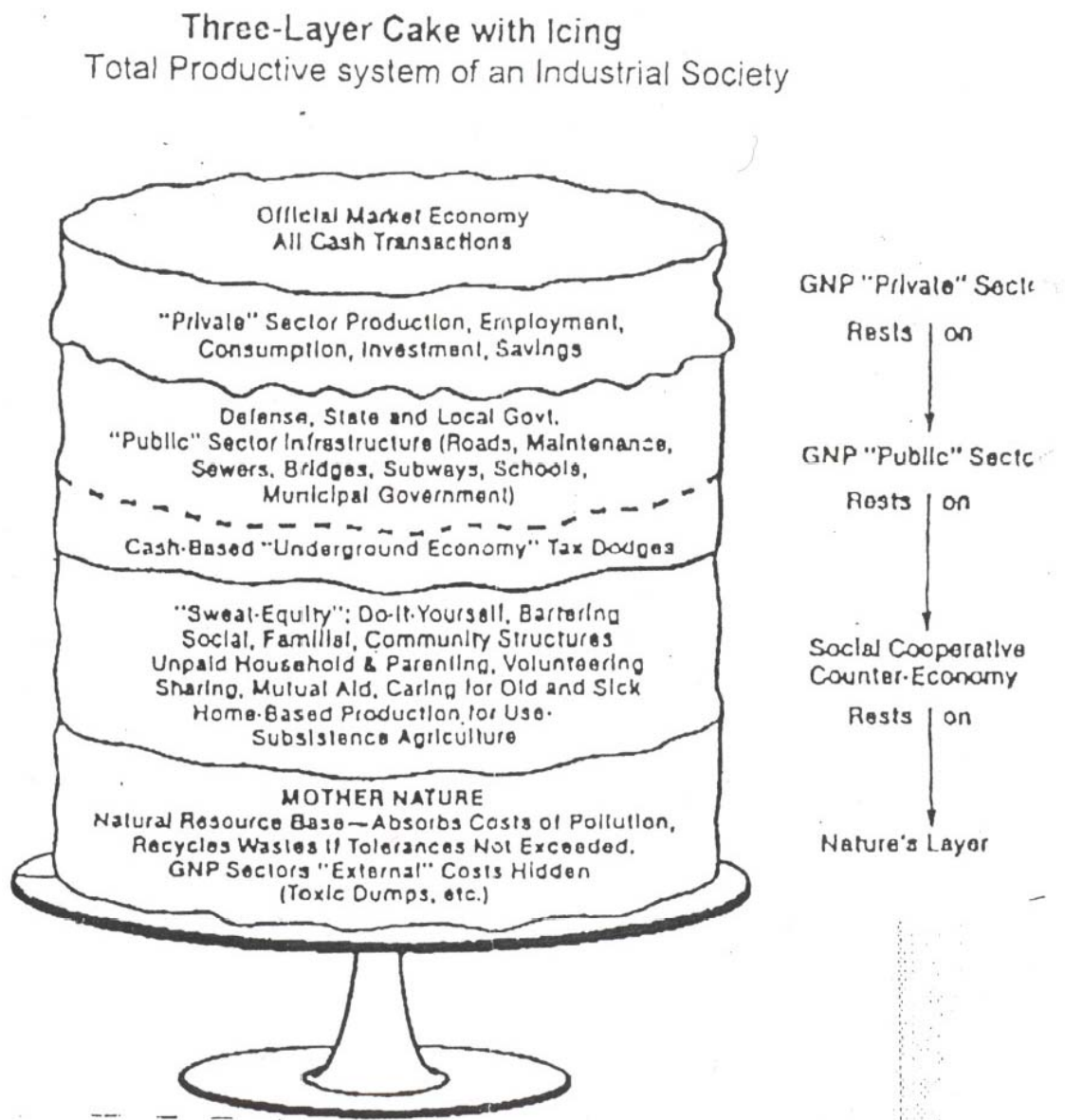
Cependant la réalité du salariat est très diversifiée, d'autant plus que les marchés de l'emploi, la répartition de l'emploi et du travail rémunéré ont été considérablement restructurés dans les deux dernières décennies. Pour en savoir davantage sur les modalités concrètes des formes de rétribution et leur importance dans l'ensemble des revenus que les personnes tirent de leur travail, il importe de procéder à des études approfondies sur les pratiques concrètes dans différents contextes.

Des études s'imposent aussi pour chacune des cellules de la matrice « A diverse economy » en vue de colliger les informations nécessaires pour illustrer la partie « invisible » de l'économie. Il existe déjà une grande quantité d'études qui pourraient contribuer à construire notre connaissance des réalités que recouvre chacune de ces composantes. Toutefois, nous savons combien le fait d'additionner ou d'agréger des données sans précaution peut mener à des interprétations faussées. Pour éviter de reproduire les erreurs que nous reprochons aux économistes orthodoxes et surtout éviter de retenir la monnaie comme seul étalon de valeur, il importe de clarifier les définitions et les concepts, puis, défi majeur, d'innover dans les méthodologies de cueillette de données.

⁹ Le salariat représente la forme typique de rétribution des économies capitalistes en dépit du fait qu'elle ne soit pas, ou plus, le modèle le plus répandu.

Schéma 3 : Le « gâteau trois-étages glacé »

Hazel Henderson a très largement contribué à faire connaître les différentes strates de l'économie qui rendent possible l'économie de marché officielle, celle des transactions monétaires. En diffusant son *Three-layer Cake with Icing*, elle illustre chacune des sphères imbriquées dans le fonctionnement du système productif d'une économie industrielle sous la forme des étages d'un gâteau, chaque étage s'appuyant sur les étages inférieurs. On ne se surprendra pas du fait que la « Mère nature » constitue la base sur laquelle s'appuie la « contre-économie sociale et coopérative » (*Social Cooperative Counter Economy*), laquelle soutient un troisième niveau qu'elle nomme le secteur public, lequel fournit l'appui au secteur privé.



Ce gâteau, ainsi que les composantes des différents étages correspondent aux réalités « schématisées » de la société et de l'économie des États-Unis, somme toute assez voisines de celles que nous connaissons au Québec. Ce modèle fournit une base que l'on devrait raffiner davantage pour illustrer plus adéquatement la diversité et la complexité des activités économiques de chaque étage. Pour ce faire, il faudrait colliger les données pertinentes en vue de saisir l'ampleur et les caractéristiques de chaque catégorie mentionnée.

À titre d'exemple, le deuxième étage inclut toute la sphère du travail non compensé par une rétribution monétaire, mais qui s'avère essentiel au fonctionnement de l'économie et de la société. Il est reconnu que ces activités s'appuient sur la base et les limites que représentent la nature et ses ressources. Les contextes diversifiés de l'utilisation des ressources naturelles, voire leur épuisement, leurs transformations et les dommages qui en découlent sous diverses formes, auront nécessairement une influence sur les potentiels et les contraintes qui se transféreront aux autres paliers.

Poursuivons notre exemple. Avec la concentration des milieux de vie, le modèle productif entraîne une pollution des eaux qui nécessite leur traitement pour la consommation humaine. Puiser l'eau à la source gratuitement n'est alors plus possible. Il importe donc d'organiser la distribution et le traitement des eaux usées, soit comme service public ou éventuellement comme service privé. Selon le schéma d'Henderson, l'effet est de transférer cette activité économique à l'un ou l'autre étage du « gâteau », avec les conséquences prévisibles sur la visibilité, les coûts, la logique de gestion et les mécanismes de distribution, ainsi que les conséquences sur la prise en compte de ces activités dans la production nationale brute (PNB), sans parler de la prise en compte des conséquences sur la santé humaine. Ce sont des choix politiques qui viendront arbitrer les priorités et le partage des responsabilités entre les acteurs ou les « étages ».

Rappelons que les coûts sociaux et économiques acquièrent une valeur positive pour l'économie dominante du fait qu'ils sont intégrés aux productions commerciales. Cette aberration reconnue depuis de nombreuses années n'a en rien modifié les principes et méthodes de calcul retenus par les systèmes de comptabilité nationale.

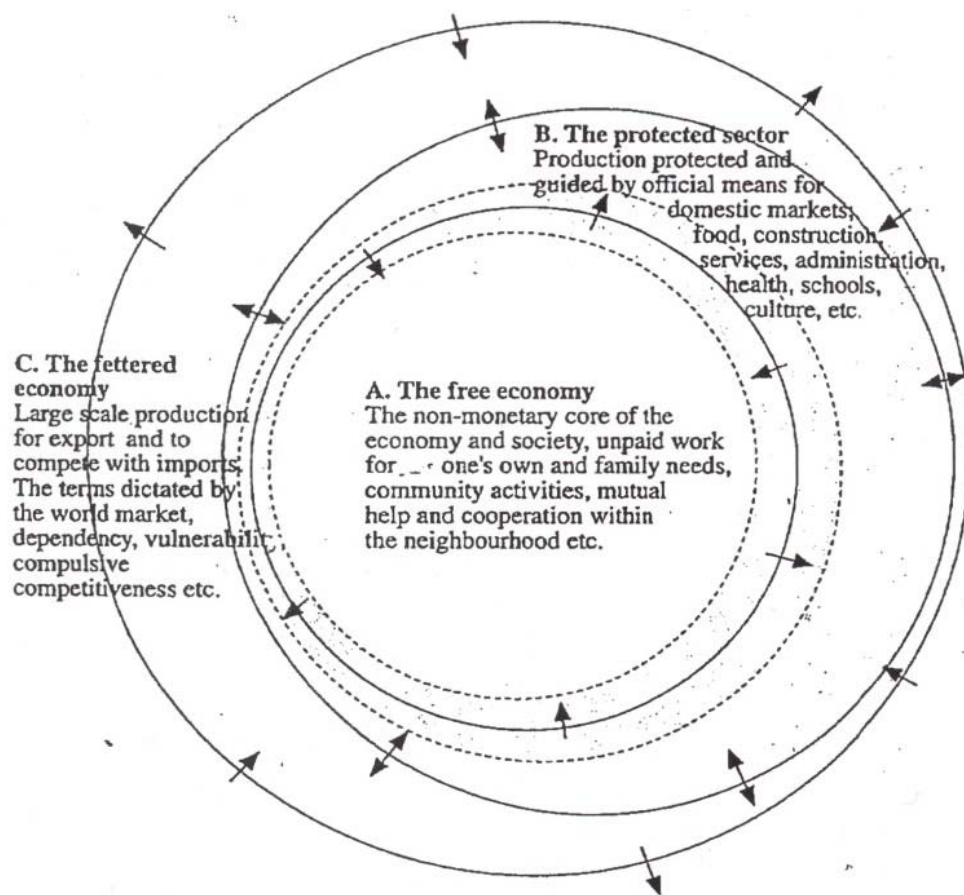
En outre, la partie « visible » du « gâteau », à savoir le secteur privé commercial, prend une importance démesurée et sa logique s'impose de plus en plus aux autres secteurs, ce qui tend à accentuer les rapports de domination entre les différents « étages » et les concepts et réalités qui leur sont associés.

Des efforts ciblés pour établir les relations entre les secteurs associés aux différents étages et ce, en relation à des situations concrètes, permettront de saisir l'utilité d'un tel modèle, bien sûr statique dans sa forme de présentation. Il est possible d'établir la chaîne des influences en effectuant des études appropriées, étant entendu que ce schéma recouvre des réalités différentes selon les moments (années 70 et années 2000 par exemple), les domaines (services aux personnes, éducation ou exploitation forestière) et les lieux (États-Unis, Pologne ou Mali).

Schéma 4 : Le modèle de la société institutionnelle

Hilkka Pietilä a beaucoup contribué à la mise en valeur du travail « invisible » des femmes. Elle a diffusé à ce sujet des modèles mettant en évidence la diversité des activités économiques, ainsi que des propositions visant la protection des biens et services de base. Durant l'atelier, on a présenté deux modèles de Pietilä : le modèle de la société institutionnelle (schéma 4) et le modèle des relations « souhaitables » au sein de la sphère de la production (schéma 5).

Le modèle de la société institutionnelle (*Model of Institutional Society*) prend la forme de trois cercles concentriques. Le cercle central correspond à l'économie « libre », libre au sens de non monétaire et non payé, celui des productions autonomes en vue de la satisfaction des besoins individuels, familiaux et communautaires. Le deuxième cercle correspond à l'économie « protégée », « officielle » au plan de l'économie nationale, dans laquelle Pietilä inclut la nourriture, la construction, les services, l'administration, la santé, l'éducation et la culture, des domaines à protéger par des législations. Enfin, le troisième cercle concerne l'économie « entravée » (*fettered*), la production à grande échelle pour l'exportation et en compétition avec les importations, celle qui est dépendante, vulnérable, compulsive et compétitive, car soumise aux pressions du marché mondial.



Pietila's model of the institutional economy

Présentement, toutes les productions sont potentiellement sujettes à la même logique marchande, soit celle qui correspond au troisième cercle. Il existe aussi une forte tendance à soumettre les productions issues de l'économie « libre » et du secteur « protégé » aux règles marchandes.

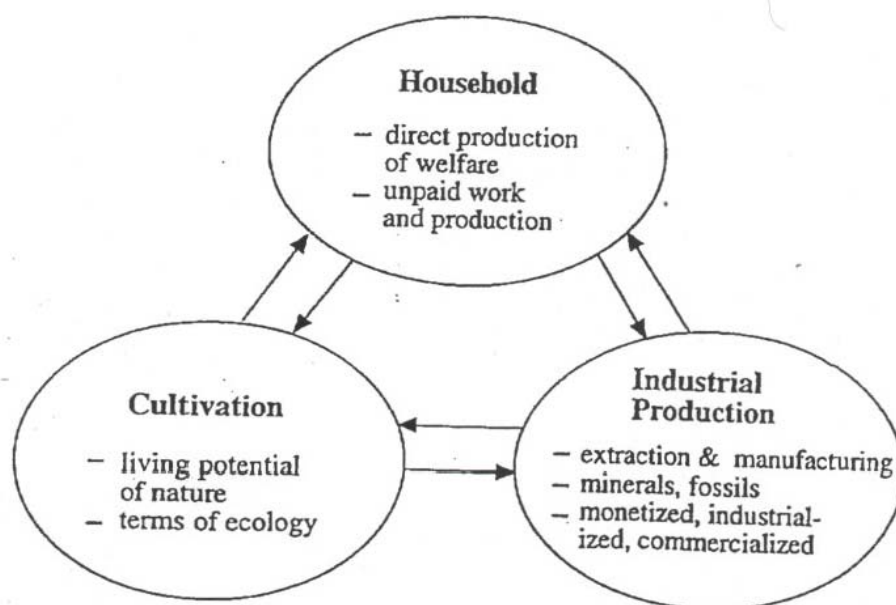
Ce modèle de Pietilä s'avère un outil de réflexion, tant au sujet des différents types de productions que des priorités individuelles et collectives en matière économique. Il incite à un questionnement sur ce qui peut et doit relever de l'économie « libre » et du secteur « protégé », selon le contexte. Ce qui en principe semble simple à déterminer nécessite dans les faits un processus d'identification démocratique, susceptible d'être renforcé par des comportements individuels et collectifs, ainsi que des législations appropriées.

Les territoires, pays, continents et régions du monde pourraient concevoir différemment les composantes devant appartenir à ces trois sphères. Il n'y a qu'à porter attention aux débats en cours sur les tribunes nationales et internationales pour saisir la diversité des perspectives à ce propos. Pensons en particulier aux débats à propos des accords commerciaux, de la privatisation de certains services, des législations nationales qui ont trait à l'utilisation de l'eau, aux ressources naturelles, aux productions agricoles, à l'éducation, au transport, etc.

Schéma 5 : Three-part Model of Production Relationships

Dans le schéma « *Three-part Model of Production Relationships* », Pietilä identifie à titre **d'exemple** des composantes de trois sphères productives :

- (1) La sphère domestique
- (2) L'agriculture
- (3) La production industrielle.



Pietilä's three-part model of production relationships

Manifestement, les trois composantes pourraient s'inscrire dans l'un ou l'autre des trois cercles déjà mentionnés dans le schéma 4 :

- La sphère domestique qui répond directement au bien-être des personnes par une production non payée illustre l'économie « libre » ;
- L'agriculture incluant le potentiel naturel et les caractéristiques écologiques du territoire s'inscrit dans le secteur « protégé » ou à protéger ;
- La sphère de la production industrielle qui est directement soumise au marché international, au système monétaire et à la compétition, s'insère dans le cercle de l'économie « entravée ».

Les travaux de Pietilä ont le mérite de donner un cadre pour distinguer les contextes de production et éventuellement, d'encadrement institutionnel et juridique existant ou à développer.

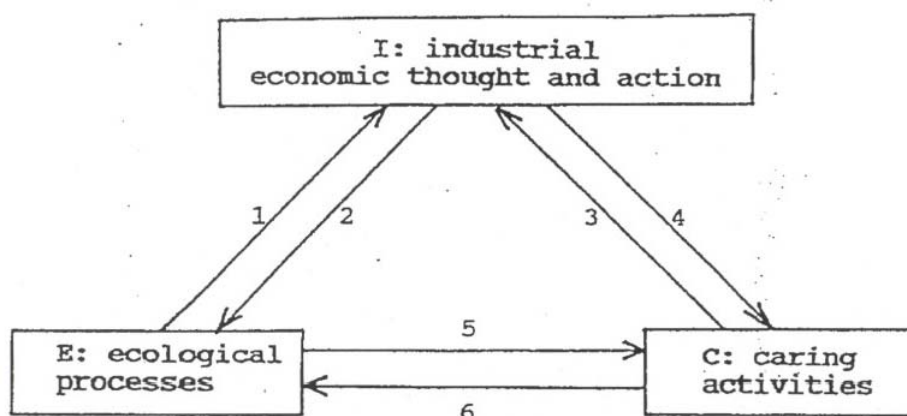
Par exemple, si l'on reprend le schéma 4 dans lequel on voit le cercle de l'économie « entravée », celui-ci correspondrait à la sphère ciblée par la négociation de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et au libre-échange. Bien que le modèle de Pietilä ne le mentionne pas explicitement, il permet de considérer les accords de l'OMC ainsi que les accords bilatéraux ou multilatéraux comme des entraves planifiées/négociées. Ces accords concernent davantage les domaines qui paraissent potentiellement payants pour ceux qui endossent ces négociations. De plus, ils privent les petits producteurs de leur capacité de poursuivre leurs activités à l'abri des pressions commerciales. Selon l'ampleur des initiatives de l'OMC, la gamme des secteurs économiques qu'ils concernent et les règles « négociées » au niveau international, le troisième cercle (schéma 4) peut devenir plus ou moins « large » voire restreindre et même étouffer les deux autres cercles. Le secteur « protégé » est particulièrement menacé d'extinction avec les négociations en faveur d'une réduction de la souveraineté des pays en matière de politiques publiques. L'économie « libre » n'est convoitée qu'à condition de permettre la création de marchés financièrement rentables. Comme on l'a remarqué, de nombreuses productions commerciales se sont substituées à l'auto-production pour ses propres besoins, accroissant d'autant la dépendance des personnes par rapport à un revenu monétaire et la nécessité de créer de toutes pièces des activités commerciales.

Dans le schéma 5, la souveraineté atrophiée des pays dans le champ des politiques publiques et leur soumission à la libéralisation/nouvelle régulation des échanges prendrait la forme de sphères plus ou moins englobantes par rapport à l'ensemble des activités économiques. Le cercle de la production industrielle s'imposerait alors par son ampleur, mais surtout par sa valeur monétaire et les conséquences sociales et environnementales reportées sur les autres sphères.

Enfin, il serait possible d'analyser les transferts de domaines d'activités entre les sphères et/ou d'un cercle à l'autre, à partir d'études documentées et dans la perspective d'outiller ceux et celles qui participent à des processus collectifs et veulent influencer les décisions des politiques économiques.

Schéma 6 : Le modèle ICE

Jochimsen et Knobloch représentent l'économie sous la forme du modèle *ICE* qui met en évidence trois dimensions de la vie économique : (I) la pensée économique et action industrielle, (C) les activités de soins et (E) les processus écologiques. Ainsi sont incluses deux dimensions essentielles généralement occultées dans les modèles économiques. Cette approche s'apparente à celle de Pietilä vue précédemment.



Jochimsen and Knobloch's "ICE Model"

Conclusion de la section 2

En dépit de leurs efforts pour modéliser l'ensemble des activités économiques et des nombreux travaux qu'elles mènent, les économistes féministes et pro-féministes paraissent encore à l'étape des tâtonnements dans la construction d'un modèle global satisfaisant. Ces modèles constituent néanmoins une base conceptuelle et théorique à des travaux permettant d'intégrer des aspects habituellement marginalisés, voire occultés, dans l'économie dominante et les théories et analyses qui la soutiennent. En effet, les théories orthodoxes prennent peu en compte les réalités concrètes et le vécu individuel et collectif quotidien de la vie économique.

Le travail invisible et dévalorisé, tout comme les conséquences négatives de l'exploitation humaine et des ressources de la nature, sont introduits dans les approches et modèles alternatifs. Pour rendre ces nouvelles représentations plus conformes aux réalités concrètes et donner naissance à un nouveau paradigme économique susceptible d'acquiescer une véritable crédibilité, il est indispensable de mener des études systématiques sur la base d'approches « théories-pratiques » dans un effort de conceptualisation. Les perspectives écologiques et féministes sont particulièrement riches pour progresser dans cette voie.

3) Des processus émergents¹⁰

L'un des objectifs de l'atelier était d'identifier des exemples positifs de changements concrets touchant nos comportements économiques, aux plans de la consommation, des investissements, de la production, du travail et de la gestion économique, de l'engagement politico-économique. Notre intention n'était pas de faire une recension exhaustive d'actions ou d'initiatives. Nous voulions surtout mettre en lumière les germes d'un changement durable de paradigme économique, c'est-à-dire d'un changement de comportements individuels et collectifs.

Nous avons ainsi demandé aux conférencières de présenter des processus et des actions qu'elles connaissent, qui contribuent à alimenter leur analyse et à confirmer leurs perceptions à l'effet qu'un nouveau paradigme économique est en émergence. Nous avons également invité les participantes à faire connaître leurs propres expériences et celles de leur entourage, pour ensuite identifier quelles initiatives pourraient bénéficier d'une approche plus collective pour accroître leur impact et favoriser une transformation effective des pratiques économiques.

Si de multiples initiatives de transformation émergent aux niveaux individuel, local, régional, national et international, il n'est pas toujours facile d'en saisir la cohérence globale. Par ailleurs, on doit se rappeler qu'en marge des pratiques les plus répandues ou dominantes, des alternatives plus ou moins vigoureuses ou capables de transformer les courants dominants ont toujours persisté. Lorsqu'on observe la présence de pratiques émergentes, on constate aussi que certaines d'entre elles s'avèrent en fait des formes renouvelées de pratiques anciennes, par exemple les corvées, les échanges sous forme de troc de biens ou de services, l'utilisation de monnaies parallèles, etc.

¹⁰ Nous parlons ici de processus émergents en dépit du fait qu'ils existent depuis longtemps et reconnaissant toutefois qu'ils acquièrent une nouvelle vigueur ou se transforment dans la conjoncture actuelle.

Nos deux conférencières ont identifié des processus citoyens et sociaux et des initiatives concrètes se réalisant en Amérique du Nord. Elles ont souligné l'utilisation intensive de sites Internet parfois très étoffés et dont l'importance reflète la place prépondérante des outils informatiques pour les communications au sein de la société nord-américaine. Elles ont aussi identifié pour nous des aspects théoriques qui se reflètent dans les approches féministes écologiques ainsi qu'au sein des sous-systèmes de la société et de l'économie. Nous les avons regroupés sous les thèmes suivants : processus citoyens, sites Internet, contributions des approches théoriques féministes et écologiques. Ces informations sont complétées par les annexes 2 et 3 reproduisant les documents utilisés lors de l'atelier.

Processus citoyens

Les processus citoyens naissent et croissent par l'accumulation des choix individuels qui se muent en choix collectifs, en choix organisationnels et en actions politiques. Dans ce qui suit, nous évoquons brièvement les propos de nos invitées et les commentaires des participantes.

L'essor des processus citoyens largement médiatisés, tels les Forums sociaux et la Marche mondiale des femmes, ne serait pas possible sans la présence de dynamiques à différents niveaux et dans plusieurs secteurs. Si la diversité et le nombre de ces processus nous échappent et si leur véritable portée est incertaine, ils tirent leur force de l'engagement d'un petit nombre de personnes résolument confiantes dans le pouvoir de l'action collective. Le succès des forums sociaux démontre d'ailleurs l'intérêt des personnes et des organisations à se mobiliser en vue de la recherche d'alternatives.

Des choix individuels qui se muent en choix collectifs et organisationnels

Dans le cadre de l'atelier, nous avons proposé d'interroger les espaces de nos choix individuels. Nous ne pensons pas que la responsabilité d'agir au plan individuel revienne à tout prendre à sa charge, mais plutôt à chercher à comprendre les réalités qui nous entourent, en vue d'agir là où c'est possible.

Consommation

Le premier pouvoir que les personnes exercent quotidiennement est celui de consommer. Si des participantes ont exprimé des doutes sur l'opportunité d'échanger longuement là-dessus, d'autres ont ouvertement partagé leurs propres choix à ce sujet. D'ailleurs, comment douter de la place qu'occupe la « demande »¹¹ quand on constate l'utilisation qu'en font les tenants de l'économie dominante. C'est l'indicateur le plus utilisé pour démontrer que l'économie se porte « bien », selon eux. Boycoter des produits, choisir ce que l'on consomme, c'est voter pour le système économique de son choix et les compagnies y sont très sensibles.

Si l'on peut saisir l'importance de la consommation par les efforts faits pour développer l'image des produits et inciter à leur consommation, il paraît illusoire d'imaginer une modification des pratiques de production sans signal clair de la part des consommateurs, aussi contraignant soit-il de donner ce signal. Une prise en charge collective de ce pouvoir, et ce, de diverses façons, donne toute sa force à une consommation orientée vers le changement des pratiques économiques. C'est pourquoi les choix organisationnels et les mouvements de consommateurs s'imposent.

Parmi les actions données en exemple par nos deux conférencières, notons les initiatives de commerce équitable, la publicité « contre-culturelle » comme celle qui est produite par *Adbusters* et qui est parfois refusée par les diffuseurs car très controversée, les mouvements *AntiSweatshops* dont d'ailleurs une coordination à l'échelle internationale s'impose pour éviter une simple perte d'emplois de la part des personnes touchées par les mauvaises conditions de travail que l'on veut dénoncer.

Investissement financier

L'investissement responsable a été évoqué sans que nous nous penchions plus longuement sur la question. Or, le pouvoir d'investir est aussi central que celui de consommer. Il est également soumis aux mêmes difficultés et contraintes au regard des choix individuels et organisationnels. Rappelons d'ailleurs à cet égard les responsabilités des travailleuses et travailleurs détenant collectivement des fonds de pension.

¹¹ Selon la célèbre « loi de l'offre et de la demande ».

Travail socialement responsable

Bien que les choix relatifs à la vie professionnelle soient inégalement accessibles aux personnes selon leur position dans la société, ils sont de première importance pour entretenir ou transformer les pratiques économiques.

Des initiatives dans la mouvance de *Take back your time Day* et du *Downshifting* nous montrent des personnes acceptant consciemment des emplois moins bien payés, mais qui dégagent du temps pour se réapproprier leur vie, déterminer leur qualité de vie et identifier leurs vrais besoins. Avec le *Graduation Pledge*, des diplômées et diplômés s'engagent à prendre des emplois socialement responsables ayant un impact socialement positif. Cette initiative provient de groupes généralement favorisés et incités à renforcer la hiérarchie au détriment de valeurs de solidarité et de responsabilité. Ce geste symbolique permet d'exprimer publiquement l'intention de s'engager socialement et qui sait, d'entretenir un questionnement par rapport aux choix qui ne manqueront pas de se poser dans leur vie personnelle.

Gestion éthique et écologique de l'entreprise

Des actions relatives à la gestion des petites, moyennes, grandes entreprises et d'organisations de tous types, participent aussi à la transformation des pratiques. La transparence, la préservation de l'environnement et le recyclage, de même que la promotion de valeurs éthiques sont au nombre des exemples fournis par les conférencières.

L'initiative *Experience Extraction Industries Trade Initiatives* (EITI) vise à développer la transparence et à mener la lutte à la corruption au sein des entreprises du secteur en rendant publiques toutes les transactions entre les compagnies et les gouvernements.

D'autres segments du milieu des affaires et du commerce veulent aussi changer leurs pratiques, par exemple en élaborant des chartes relatives aux comportements éthiques. *Proclad* constitue un exemple à ce titre. Le commerce équitable reconnaît que les échanges commerciaux sont une voie acceptable de faire des affaires à condition de fonctionner selon des normes équitables, respectueuses des producteurs.

Les initiatives « vertes » favorisent souvent la création d'emplois et contribuent à une utilisation plus respectueuse des ressources naturelles. S'il faut rendre visibles ces initiatives, il faut également accentuer la reconnaissance du lien entre santé et écologie, par exemple considérer la protection de la santé des travailleurs et travailleuses comme un enjeu écologique. D'autre part, inscrire les enjeux d'ordre écologique dans les pratiques d'entreprises passe, pour certaines d'entre elles, par une réutilisation et réparation des outils, comme c'est le cas chez *Black & Decker*.

Pour que les entreprises accentuent leur action, les consommateurs doivent l'exiger, individuellement et collectivement. Le rôle des groupes de pression, des mouvements sociaux et du *réseautage* international est alors déterminant. Par exemple, pour dénoncer les injustices dont est porteuse l'économie, des gens bien pourvus organisent leur action autour de *United for a Fair Economy, Responsible Wealth*.

Des actions au plan politique local (et national, international)

Le rôle et les responsabilités des pouvoirs publics et des états sont clairement reconnus dans les contextes québécois et nord-américain. La manière de les assumer peut être perçue différemment, selon que l'on accorde, au sein des processus décisionnels et participatifs, une plus ou moins grande responsabilité à la société civile et aux personnes élues. Au plan local, l'on a cité en exemple, la Coalition pour une économie verte de Toronto, les mouvements *Food Share*, les cuisines communautaires et les politiques *Living Wage* adoptées par des municipalités.

Sites Internet

Si la mobilisation par le biais de sites Internet s'avère pour certaines de première importance, d'autres n'y voient que des outils passifs sans grand impact. Cependant, toutes s'entendent pour les apprécier comme des réservoirs d'information et de données. Nul doute que les outils informatiques contribuent à la visibilité, à la diffusion, voire à la promotion de processus en développement, comme ceux de la Marche mondiale des femmes et des Forums sociaux.

Aussi étoffés et interactifs qu'ils soient, les sites Internet sont complémentaires aux actions concrètes posées par les individus et par les groupes. En tant qu'outils de communication, ils permettent de relier les personnes intéressées et prêtes à se joindre à des actions collectives. L'annexe 3 reproduit la liste des sites Internet que Julie Matthaei a présentée lors de l'atelier d'avril.

Contributions des approches théoriques féministes et écologiques

Les participantes à l'atelier étaient à la recherche d'approches féministes et écologistes répondant à leurs questionnements et aspirations. Nos invitées ont tenté de répondre à cette attente en soulignant quelques pistes de réflexion suggérées par des approches théoriques de la société et de l'économie.

Un dualisme hiérarchique à questionner

En considérant les germes de changement dont elle perçoit la présence aux États-Unis, Julie Matthaei a conceptualisé les étapes d'une mise en cause du « dualisme hiérarchique » vers un **processus intégrateur**.

Si le « dualisme hiérarchique » a présidé à la construction des théories et concepts économiques dominants, il est présentement miné par une multitude de choix individuels et sociaux. Ce dualisme hiérarchique se manifeste par une hiérarchie de valeurs où ce qui est associé à la culture masculine, aux « blancs », aux classes sociales mieux nanties est davantage reconnu que les valeurs associées aux femmes, aux groupes ethniques et aux classes sociales défavorisés. Cette hiérarchie de valeurs s'est transmise aux institutions sans aucun questionnement jusqu'au jour où les mouvements féministes et sociaux l'ont sérieusement remis en cause au travers de processus suscitant la diversité et l'égalité. De tels processus entrent en synergie pour porter atteinte aux acquis du modèle économique dominant.

Pour illustrer cette analyse, Julie Matthaei a présenté une liste de processus transformateurs à l'œuvre dans divers systèmes et secteurs : les processus de diversification, les processus en faveur de l'égalité, les processus visant à la fois la diversification et l'égalité et les processus intégrateurs.

Les processus de diversification visent à rendre visibles les valeurs généralement associées aux femmes et aux groupes sociaux défavorisés : le travail invisible, la participation des femmes et des hommes au travail domestique, le « capital naturel » et les dommages qu'il subit.

Les processus en faveur de l'égalité concernent les luttes individuelles et collectives contre la discrimination, pour la représentation équitable des femmes et des groupes ethniques défavorisés dans les strates de la hiérarchie économique, contre les inégalités de revenus et de richesse, pour le partage du pouvoir économique dans les organisations.

Les processus qui visent à la fois la diversification et l'égalité concernent les mouvements pour l'égalité salariale et en emploi pour les femmes et les groupes ethniques défavorisés, l'adoption de politiques publiques reconnaissant la valeur du travail de soin et de bien-être à l'intention des personnes et des familles.

Les processus intégrateurs touchent des dimensions personnelles, familiales, l'articulation travail-famille, la responsabilité sociale, l'« incorporation » de la diversité des valeurs, des processus écologiques et la mise en œuvre de coalitions intersectorielles où une multiplicité d'enjeux et d'acteurs s'unit en vue du changement.

L'annexe 4 fournit de plus amples informations sur ces processus qui visent à renverser les dualismes hiérarchiques.

Principes et pratiques d'une économie féministe écologique

Patricia E. Perkins nous a présenté des **pistes, pratiques et exigences** correspondant aux principes d'une économie féministe écologique. L'intérêt de ces propositions est double : reconnaître des espaces propices pour renouveler la pensée économique et offrir des avenues de travail. Nous en faisons ici une traduction libre alors que la version anglaise est reproduite à l'annexe 5.

- * Les ménages et la communauté sont au cœur de la vie économique.
- * Les activités reliées à l'économie domestique et à l'entretien ont des impacts environnementaux qui ne sont pas les mêmes que ceux qui découlent de l'économie industrielle.
- * Les pratiques mises en œuvre pour minimiser les impacts environnementaux exigent du temps et du travail.
- * La concrétisation de services durables – tant sociaux qu'environnementaux – impose des limites à la taille des échelles de production.
- * Des mesures de la production exprimées en termes physiques, et non uniquement monétaires, sont essentielles.
- * L'évaluation des pratiques économiques doit miser sur l'utilisation de mécanismes participatifs et de communication.
- * La diversité sociale, tout comme la diversité écologique, nourrit l'équilibre et la stabilité des systèmes sociaux et environnementaux.
- * Le temps – pour la production et pour la reproduction – constitue un lien entre les cycles humain et naturel et instaure des limites à la vitesse et à la croissance économique dirigées par les technologies.
- * Les modèles pluralistes, non hiérarchiques et les processus de réflexion sont nécessaires.
- * Les expériences militantes enrichissent les connaissances théoriques ; la recherche ne suffit pas.

D'autre part, Patricia E. Perkins constate que deux logiques s'affrontent dans la manière de concevoir les ressources pour produire, voire les raisons de produire. Chacune impose des comportements économiques et des décisions politiques différentes.

Ces deux logiques sont les suivantes :

- * D'une part, les ressources productives sont des biens communs dont il importe de préserver l'accès et de démocratiser la gestion ;
- * D'autre part, les ressources productives sont des biens à s'approprier de manière privée, par des personnes ou des entreprises et pour ce faire qui doivent être soumis à des conditions de marchés.

Une logique de développement écologique durable ouvre une autre voie et pour mieux l'illustrer, Patricia E. Perkins a présenté l'exemple suivant : une pratique dominante est à l'effet de remplacer le travail humain par la mécanisation et l'informatisation des opérations, et ce, en vue d'accroître la rentabilité financière de l'exploitation des ressources. Aussi, on ne prend pas en compte des coûts sociaux et environnementaux en les imputant à d'autres. On se retrouve avec des forces de travail sous-employées et sous-payées et des ressources naturelles surexploitées.

Une approche plus écologique et durable correspond à changer la conception habituelle de la qualité de vie et à utiliser le système fiscal pour orienter les décisions vers des choix conséquents. On peut ainsi penser à taxer l'utilisation des ressources naturelles plutôt que le revenu et soutenir l'emploi des travailleuses et travailleurs.

4) Synthèse et discussion des commentaires des participantes

Cette dernière section présente une synthèse des commentaires et questionnements sur différents thèmes discutés par les participantes au cours de l'atelier. Ainsi, les lectrices et les lecteurs comprendront qu'elle couvre de façon incomplète des sujets qui auraient mérité un traitement plus approfondi, ce qui était impossible dans le cadre d'une activité d'une journée.

Nous avons synthétisé les commentaires des participantes sous les rubriques suivantes :

- Agir d'abord au plan politique
- Reconnaître les limites
- Résistances et contraintes à l'articulation et au succès des alternatives
- S'engager personnellement et collectivement
- Participer à la visibilité et à la reconnaissance des initiatives « porteuses ».

Les avenues de changement et de transformation identifiées par les conférencières ont suscité diverses réactions chez les participantes. Plusieurs considèrent encourageantes les avancées récentes et les actions concrètes pour la construction d'un nouveau paradigme économique. Mais devant l'ampleur du défi, certaines demeurent sceptiques quant à l'efficacité d'actions modestes ou locales.

Nous ne pouvons trancher entre ces deux perspectives sauf qu'à notre avis, des actions politiques globales sont complémentaires et sont renforcées, voire rendues possibles, par les actions concrètes à petite échelle menées dans différents secteurs. Comme une participante l'a clairement exprimé, il importe de ne pas « se piéger dans une seule voie », la solution se trouvant dans une « nébuleuse politique et d'expériences, même modestes ». Aussi, le travail idéologique est essentiel, notamment celui de relier les expériences menées à différents niveaux aux « offensives progressistes » politiquement articulées et globales. Si cela n'élimine en rien la nécessité de changer la vie des femmes maintenant, cela n'élimine surtout pas l'urgence de prendre conscience des actions que chacune et chacun peuvent effectuer dans son quotidien.

Agir d'abord au plan politique

Plusieurs participantes ont exprimé des préoccupations d'ordre global et structurel que nous reportons sous forme des questions suivantes : Comment se réapproprier le contrôle démocratique sur le capital, sur les ressources naturelles ? Comment s'attaquer à la lourdeur des structures et superstructures ? Comment contrer ou limiter la production à grande échelle ? Comment raccourcir le temps nécessaire à gagner des luttes ? Comment renverser les rapports de pouvoir et changer les modes de production ?

Certaines accordent la priorité aux luttes contre le contrôle du capital et la spéculation, et jugent important de valoriser la syndicalisation. À ces propos, il faut se donner les moyens d'agir plus rapidement, donc développer et mettre en œuvre des stratégies.

Par ailleurs, identifier des priorités sur lesquelles agir à court terme demeure une nécessité. Des urgences ont été mentionnées, parmi lesquelles contrer la perte de nos espaces démocratiques et préserver nos droits civiques. Ces questions d'ordre politique se répercutent aussi au plan de la démocratie économique, une question essentielle qu'il n'est pas facile de traiter sous l'angle de la démocratisation des espaces de production, de distribution et de consommation¹².

La valorisation du travail et des compétences

Des participantes s'inquiètent fortement des pratiques de structuration des salaires, lesquelles tiennent peu compte du travail effectué mais plutôt de considérations comme les rapports de force au sein des marchés. Les participantes soulignent que les compétences ne sont pas uniquement reliées aux diplômes et que les savoirs d'expériences acquis hors des lieux formels de travail sont insuffisamment reconnus.

La récupération des alternatives

Certaines se questionnent sur le sens du mot « alternative », en lien avec le phénomène de « récupération » lorsqu'une initiative dite « alternative » est appropriée et transformée par des pouvoirs publics ou des instances privées. En outre, les intentions initiales des « alternatives » sont parfois bafouées. Par exemple, le domaine du recyclage démontre les risques associés lorsque les initiatives sont soumises aux logiques dominantes.

¹² Des participantes ont souligné des exemples de participation et de gestion démocratique dans des organismes communautaires, CPE et entreprises d'économie sociale.

Par ailleurs, certaines ont souligné qu'il est souvent plus facile de concevoir des alternatives pour les personnes « incluses » dans le système dominant que pour les personnes « exclues », alors que d'autres doutent de la capacité des alternatives à contrer la surexploitation des personnes et des ressources.

Des participantes pensent que c'est moins l'appellation alternative qui importe que le fait que les pratiques répondent aux besoins des populations et aux logiques alternatives. Aussi ces « alternatives » doivent se lier entre elles en vue de créer des synergies et de susciter de vrais impacts.

Théorie globale recherchée

Enfin, les préoccupations de certaines participantes sont demeurées sans réponse, notamment la théorisation au sujet du travail gratuit et la conceptualisation d'une vision féministe et écologiste au plan macro.

Reconnaître des limites, résistances et contraintes à l'articulation et au succès des alternatives

Les participantes ont identifié des circonstances qui entravent la progression et la transformation concrète des pratiques.

Par exemple, plusieurs travailleuses et travailleurs ne sont pas habitués à participer aux décisions et à fonctionner dans des espaces non hiérarchisés. Toutes et tous ne sont pas à l'aise dans un fonctionnement dit « alternatif », pas plus qu'elles ou ils ne peuvent ou veulent devenir des « entrepreneurs alternatifs ». Pour susciter un changement de pratiques au sein des organisations et des entreprises, il faut à la fois renforcer le travail idéologique et développer des méthodes d'apprentissage de la participation aux processus décisionnels. Or, les mentalités individualistes et égocentriques sont aussi présentes dans les syndicats et dans les entreprises d'économie sociale qui sont en principe à l'avant-garde de la construction d'alternatives pour les travailleuses et travailleurs.

Aussi, plusieurs interrogations demeurent en suspens, telles :

- Veut-on adapter ou transformer les pratiques ?
- Comment développer et consolider la solidarité concrète ? Par exemple, investir des fonds de retraite dans des entreprises alternatives.
- Comment concilier des objectifs contradictoires de rentabilité et de solidarité ? Par exemple, accepter ou non les contraintes de l'accès au capital, même solidaire.
- Comment renverser certaines contradictions et iniquités ? Par exemple, le poids d'une pétition de 45 000 noms par rapport à la création de 10 emplois.

Notons, en outre, que les moyens financiers, tant individuels que collectifs, constituent des limites aux capacités de résistance tels que choisir de consommer des aliments biologiques, investir dans des fonds éthiques en renonçant à un certain rendement, etc.

Enfin, personne n'est à l'abri de la tentation de solliciter des réponses « toutes faites » de la part d'expertes. Ce à quoi nous opposons le fait que des paradigmes économiques sans assises dans la pratique ne pourraient être imposés que par la force. Un paradigme alternatif ne disposant pas de la force « financière » doit trouver ailleurs cette force pour s'imposer.

S'engager personnellement et collectivement

Les commentaires exprimés au cours de l'atelier appuient nos consensus sur l'importance de l'engagement. Mais les points de vue demeurent partagés quant à l'importance d'insister sur les comportements dans sa vie personnelle et professionnelle, et de reconnaître les contradictions inhérentes aux choix individuels. Certaines participantes ont insisté sur le fait que faire valoir des propositions au niveau macro impose de mettre en place un processus à partir de soi-même, individuellement et au plan organisationnel, comme cela impose d'identifier les urgences stratégiques.

Comment nier que des actions individuelles découlant de choix et de principes, si elles se multipliaient, auraient un impact. S'il est un domaine où plusieurs participantes croient en l'addition d'actions individuelles pour produire des résultats, c'est bien celui de la consommation. Pourquoi autant de choix de marques ? Pourquoi tous ces emballages, tous ces déchets ?

En ce sens, des participantes ont donné des exemples : faire des plaintes pour le respect de ses droits auprès des banques, acheter des biens usagés à moins que ce soit impossible, recycler le plus possible, choisir où mettre ses énergies, *chiâler* quand c'est nécessaire et c'est souvent nécessaire, etc. Ces exemples préfigurent ce que pourrait être une transformation de la consommation.

Si plusieurs personnes peuvent exercer des choix tels éviter de faire des achats dans les grandes chaînes de magasins ou transporter leur propre tasse de café au lieu de prendre du café dans des tasses jetables, l'on reconnaît cependant que certaines personnes ne sont pas en mesure de poser de tels gestes, vu leurs contraintes individuelles.

D'autre part, plusieurs participantes ont fortement souligné les contraintes et la non-pertinence d'imposer aux personnes, prises individuellement, le poids de transformations majeures. À cela, d'autres ont rétorqué que des réponses collectives sont difficilement possibles sans engagement individuel : par exemple, provoquer des changements législatifs exige des pressions politiques qui s'appuient sur le travail des personnes engagées au plan individuel.

Certaines ont parlé d'expériences de coopératives de travail et de comportements professionnels sans manquer de souligner la présence de contradictions et de dilemmes quotidiens entre nos valeurs et nos choix économiques. À titre d'exemple, est-il préférable d'acheter moins cher dans une grande chaîne qui conduit à l'élimination des commerces locaux en vue de conserver des fonds à consacrer aux salaires des employés et employées de notre organisme ?

Les choix de consommation illustrent les inévitables contradictions entre nos valeurs et nos pratiques. Mais la tendance à mettre l'accent sur les limites plutôt que sur les forces des actions choisies vient miner l'espoir de changement suscité par l'engagement individuel dans la construction d'actions collectives. Serait-ce que persiste la croyance en une solution globale spontanée ?

Rappelons enfin quelques urgences spécifiques reliées aux besoins de base :

- Transformer les mécanismes d'accès au logement et exclure le logement de la spéculation.
- Trouver la manière de reconnaître le temps nécessaire pour développer et expérimenter des alternatives plus saines, soucieuses de préserver l'environnement.
- Mettre sur pied des transports collectifs sur les territoires qui n'en ont pas.
- Mettre en place des politiques qui pourraient favoriser l'inclusion des femmes au marché du travail et la participation des hommes à la sphère domestique. Pourquoi ne pas traiter cette question en termes de véritables choix accessibles pour les femmes et les hommes, soutenus par des politiques adaptées.
- Aborder les correctifs aux inégalités en termes de partage de la richesse et non de charité.

Participer à la visibilité et à la reconnaissance des alternatives

Il importe enfin de se doter de moyens concrets de rendre visibles les initiatives susceptibles de faire contrepoids aux forces dominantes ou d'ouvrir des brèches en vue d'initier des transformations. En l'absence de diffusion et de partage d'information, les alternatives souffrent du manque de visibilité et de reconnaissance et voient ainsi leur portée limitée. Comme d'autres sites, OREGAND, Cybersolidaires et Net Femmes¹³ sont de bons exemples d'initiatives essentielles pour contrer cette absence.

¹³ OREGAND (<http://www.oregand.ca>), Cybersolidaires (<http://www.cybersolidaires.org>) et Net Femmes (<http://netfemmes.cdeacf.ca>).

Épilogue

Les trois organisatrices signataires du présent rapport conservent une conviction profonde qu'il n'y a pas d'alternative économique viable en dehors de l'engagement individuel en faveur d'une construction collective.

Si nous avons terminé la journée avec la perception que les participantes oscillaient entre l'espoir et le doute, entre la reconnaissance des acquis et des changements qui se développent et l'ampleur de la tâche à accomplir, les commentaires exprimés montrent clairement les consensus et les points d'achoppement sur lesquels s'appuyer pour continuer notre travail. Des écarts existent généralement entre les personnes de terrain et celles du milieu académique, écarts en termes d'expériences, de connaissances, d'analyses mais peut-être surtout de priorités pour l'action malgré la sensibilité commune à la présence de problèmes apparemment insurmontables.

Par ailleurs, il semble que les analyses féministes conduisent à une excellente capacité de comprendre ce qui ne va pas mais à une certaine difficulté à apprécier la valeur des initiatives positives, les gains obtenus étant vite oubliés ou sous-évalués. Il en découle un certain pessimisme à l'effet qu'agir d'abord à l'échelle humaine, là où est notre force, soit une voie porteuse.

Si la reconnaissance de la place du politique dans la recherche de solutions viables ne fait aucun doute, celle que le développement local participe à la construction des alternatives globales viables est plus mitigée. On observe même une tendance à opposer le structurant et le local, négligeant le fait que des actions locales peuvent être structurantes tout comme des actions globales peuvent l'être. C'est aussi vrai pour des actions *déstructurantes* qui peuvent se produire tant au niveau local qu'au niveau global.

Sans nier ou minimiser les urgences d'ordre politique et le rôle crucial de l'État dans l'économie, nous avons fait le choix de consacrer cet atelier d'une journée aux aspects économiques peu ou moins discutés dans le mouvement féministe en particulier et par les femmes en général. L'atelier portait de manière plus spécifique sur les alternatives en contexte nord-américain et comment les trajectoires de « conscientisation » illustrent le rapport entre les voies de changement personnel et de changement global.

Selon nos invitées, les expériences personnelles, tels les séjours à l'étranger, dans les pays défavorisés, les groupes de conscientisation féministes ou autres, ont contribué à leur engagement à transformer l'économie. Elles y ont ajouté des études formelles en vue d'accroître leur propre crédibilité dans un monde qui valorise le savoir académique. Elles y ont aussi trouvé l'occasion de prendre du recul, de voir la situation globalement, de tracer des stratégies globales. Elles ont aussi maintenu leur lien avec le milieu militant, ce qui entretient leur flamme à l'effet de vouloir changer le monde.

Sans l'avoir exprimé aussi directement au cours de l'atelier, les signataires de ce rapport se reconnaissent dans ces trajectoires personnelles et professionnelles. Elles sont aussi d'avis que c'est d'abord à partir de soi et de son engagement au cœur de processus de changement, que l'on peut comprendre les réalités dans leur contexte et développer une action transformatrice avec d'autres.

Annexe 1 : Programme de l'Atelier de réflexion et d'échange

« Julie et Ellie sur le chemin d'un nouveau paradigme économique... »

***Atelier de réflexion et d'échange sur le renouvellement de la théorie économique
d'un point de vue féministe et écologique***

**Vendredi 2 avril 2004, 8h45 – 17h00
Salle DR-200, Pavillon Athanase-David, Université du Québec à Montréal
1430 rue St-Denis, Montréal (Métro Berri-UQAM)**

Personnes-ressources invitées :

Julie A. Matthaei, économiste, Wellesley College, Cambridge (Massachusetts, USA)

Patricia E. (Ellie) Perkins, économiste, York University, Toronto (Ontario, Canada)

8:45-9 :00 : Accueil et inscription (casque d'écoute pour l'interprétation)

9:00-9 :30 : Bienvenue et introduction

Présentation des personnes-ressources invitées et des participantes ; présentation du programme

Il y a 4 volets dans l'atelier de réflexion et d'échange. Chaque volet commence par un court exposé des deux personnes-ressources, suivie d'une discussion (en petits groupes et en plénière) avec les participantes.

9:30-10 :45 : *Premier volet* - L'économie, ce n'est pas que l'argent, la Bourse, les pages financières de La Presse, c'est aussi... Qu'est-ce qui vous a mené à remettre en question ou à redéfinir « l'économie officielle » ? Quelle est votre définition de l'économie, la richesse, la productivité, le capital et autres concepts économiques ? En quoi votre vision est-elle féministe ou écologiste ?

11:00-12 :15 : *Deuxième volet* - Des pistes de changement ou de transformation du paradigme économique en Amérique du Nord... Quelles sont ces pistes et à quel niveau ? Pouvez-vous donner certains exemples positifs de changement concret dans les comportements économiques de consommatrices-teurs, d'investisseur-es, de productrices-teurs, de travailleuses-eurs, de gens d'affaires ?

12:15-13 :45 : Lunch libre

13:45-15 :00 : *Troisième volet*-- Les valeurs et les pratiques économiques des femmes au plan local. Parmi les pratiques économiques initiées ou menées par des femmes au plan local, quelles sont celles qui peuvent contribuer à transformer l'économie locale ? Sur la base de ces pratiques, est-ce possible d'élaborer de nouveaux concepts économiques ? Est-ce que certainEs l'ont déjà fait ? Quels sont ces nouveaux modèles ?

15:15-16 :30 : *Quatrième volet* - Vous avez identifié des comportements économiques en Amérique du Nord qui offrent des pistes de transformation du paradigme économique. Lesquels ont été traduits sous forme de politique, de programme, de règle ou de loi ? À quel niveau (organisme, entreprise, réseau, gouvernement, local, régional ou national) ? Pensez-vous que ces « nouveaux » comportements économiques pourraient faire l'objet de revendications de la part du mouvement féministe ? Peut-on articuler ces revendications en liant à la fois "respect et défense des droits des femmes" et "promotion de nouveaux comportements économiques" ?

16:30-17 :00 : Synthèse de la journée ; évaluation ; suivis ; remerciements.

RÉFÉRENCES

Perkins, Patricia E. (2000), *Feminist Understandings of Productivity*, Paper presented at the conference « Feminist Utopias : Redefining Our Projects » November 9-11, 2000, University of Toronto, Toronto, Canada, 8 p. and revised for inclusion in *Feminist Utopias : Re-Visioning Our Futures*, edited by M. Eichler, J. Larkin and S. Newsmith (Toronto : Inanna Publications, 2002).

Perkins, Patricia E. (2002), *The Principles of Feminist Ecological Economics*, paper presented at the Conference of the International Association for Feminist Economics, July 12-14, 2002, Occidental College, Los Angeles, California, 18 p.

Perkins, Patricia E. (2003), *Collaborative Theory and the Growth of Feminist Ecological Economics*, Paper presented at the International Association for Feminist Economics (IAFFE) 2003 Conference on Feminist Economics, University of the West Indies, Cave Hill, Barbados, June 27-29, 2003, 7 p.

Sites Internet des personnes ressources invitées :

Travaux de Julie Matthaei

(http://www.wellesley.edu/Economics/wkpapers/wellwp_0103.pdf)

Travaux de Patricia (Ellie) Perkins

(<http://www.greeneconomics.net/Ellie%20Perkins.htm>)

Annexe 2 : Processus citoyens et mouvements sociaux (Patricia Ellie Perkins)

Forums sociaux

- *Toronto Coalition for a Green Economy*
- Réseaux internationaux de femmes
- Réseaux internationaux antimondialistes et altermondialistes

Processus «responsables» au plan des principaux actes économiques

Patricia E. Perkins a mentionné des processus dans l'optique de rendre visibles les graines de changement présent dans la société. Nous les identifions sous les rubriques des principales dimensions de la vie économique.

Consommation :

- Agriculture communautaire et les mouvements locaux
- Nourriture biologique
- Projets d'énergie à échelle réduite basés sur les communautés (*community-based small-scale energy projects*)
- Labels écologiques pour les pratiques productives vertes
- Coopératives
- Monnaies communautaires et systèmes d'échanges locaux
- Projets d'immeubles "verts" (*green building retrofit projects*)

Investissement :

- Investissements socialement responsables de la part des personnes et des institutions (églises, fonds de pension, etc.)
- *EITI* et autres initiatives de transparence quant aux investissements en vue de réduire la corruption
- Dans le Sud, des gouvernements progressistes affrontant les entreprises corporatives (Lesotho contre les grandes corporations et la banque mondiale; les politiques du Brésil, etc.)

Travail :

- Les syndicats soutenant la création d'emplois «verts» et d'alternatives du point de vue énergétique (moins d'utilisation de ressources et plus d'emplois)
- Le secteur des services produisant des améliorations dans la qualité de vie et des bénéfices écologiques
- La corrélation entre la sécurité des travailleurs et les améliorations quant à l'environnement

Affaires :

- Nouvel objectif de viabilité et le *triple bottom line* comme bonnes pratiques (Paul Hawken, Body Shop, Husky Injection Molding, Interface Carpet, naturel Step, etc.)
- *Green Dot* et autres initiatives dans le domaine de l'emballage
- Ré-usinage de produits
- Recyclage d'ordinateurs, d'outils, d'automobiles

Annexe 3 : Liste des sites Internet de Julie Matthaei

Selon Julie Matthaei, les informations que l'on trouve sur ces sites portent le principe « féminin » des soins à l'intérieur de la vie économique.

Center for a New American Dream : <http://newdream.org/>

Simple Living : <http://www.simpleliving.net/>

Take Back Your Time Day : <http://www.simpleliving.net/timeday/>

Seeds of Simplicity : <http://www.simpleliving.net/timeday/>

Adbusters : <http://adbusters.org/home/indexFlash.html>

Graduation Pledge : <http://graduationpledge.org/>

Coop America : <http://coopamerica.org/>

Green Money : <http://greenmoneyjournal.com/>

Living Wage Movement : <http://livingwagecampaign.org/>

United for fair Economy : <http://livingwagecampaign.org/>

Responsible Wealth : <http://responsiblewealth.org/>

United Students Against Sweatshops : <http://studentsagainstsweatshops.org/>

Oxfam : <http://oxfam.org/>

International Forum on Globalization : <http://ifg.org/>

Program on Corporations, law & Democracy (corporate charter movement) : <http://www.poclad.org>

INFACT : <http://infact.org/>

Corpwatch : <http://corpwatch.org/>

Business for Social Responsibility : <http://bsr.org/>

Business Alliance for Local Living Economies (BALLE) : <http://livingeconomies.org/BALLE/>
Building economies for the common good : create, strengthen and connect local business networks dedicated to strong Local Living economies

Annexe 4 : Transformational processes and sub-processes (Julie Matthaei)

Transformational Processes	<u>Transformational Sub-Processes</u>
Diversifying Processes (DPs)	<p><u>Making the Invisible Visible DPs:</u> Articulating the distinct and important values and ways of being associated with women and people of color; Difference Feminism, Cultural Nationalism Noting the amount of unpaid, productive work that happens outside the traditional economy, including child-rearing Pointing out the “natural capital” being used in economic process, as well as its pollution by these processes <u>Choosing the Devalued DPs:</u> Choice of Women and Men to be Full-Time Homemakers Choice to do Low-Paid, Devalued “Feminine” or “Of Color” Work</p>
Equalizing Processes (EPs)	<p><u>Equal Opportunity EPs:</u> Individual and collective struggles for entrance of women and people of color into white male dominated jobs, anti-discrimination <u>Equal Representation EPs:</u> Struggles for Equal Representation of Women and People of Color Across Economic Hierarchy, Affirmative Action <u>Economic Justice EPs:</u> Struggles to Reduce Inequalities in Wages, Incomes, and Wealth; Living Wage and Responsible Wealth Movements <u>Economic Power EPs:</u> Movement to equalize economic powers of stake-holders by changing corporate charter to make corporations responsible to all stake-holders, POCLAD</p>
Diversifying/Equalizing Processes (DEPs)	<p><u>Comparable Worth DEPs:</u> Movement to increase pay in jobs of women and people of color by demanding pay equal to that in white male jobs of “comparable worth” <u>Valuing the Unvalued DEPs:</u> Pointing out the value of women’s traditional unpaid caring work to the economy and to social well-being; then demanding policy changes that support and “value” it, including family leave and adding it to GNP</p>
Integrating Processes (IPs)	<p><u>Personality IPs</u> Combining masculine and feminine, and/or white and of color qualities in oneself <u>Family IPs</u> : Interracial marriages; symmetrical heterosexual marriages; lesbian and gay unions and marriages <u>Work/Family IPs:</u> Attempts to combine active family life with paid work, through downshifting, reduced consumption, co-housing <u>Social Responsibility IPs</u> Socially responsible consumption, work, investment, entrepreneurship, business <u>Outsider IPs</u> Women and people of color bring feminine and of color values into traditionally white male jobs and work processes <u>Ecological IPs</u> Transcends mind/body man/nature split by realizing that people exist on a biological, natural level, and are interdependent with all other forms of life; pushes for new technologies and ways of life that are built on this understanding <u>Rainbow IPs</u> Development of multi-issues, multi-constituency awareness and organizing, Jesse Jackson’s Rainbow Coalition, more recently, The World Social Forum</p>

Annexe 5 : Threads within feminist ecological economics (Patricia Ellie Perkins)

- Home and community are central to the economy
- Household/maintenance economy has qualitatively different environmental impacts than the industrial economy
- Minimizing environmental impacts requires time/labour
- Sustaining services – both social and environmental – set crucial limits on economic scale
- Physical measures of material throughput are necessary
- Valuation requires interpersonal communication
- Social diversity, like ecological diversity, fosters stability
- Time (for production and re-production) is a link between human and natural cycles, and a limit on technologically-driven economic speed/growth
- Pluralistic, non-hierarchical models and thought processes are necessary
- Activism provides theoretical insights; research cannot be done alone

Annexe 6 : References on Feminist and Ecological Economic Renewal¹⁴

Adam, Barbara (1998) *Timescapes of Modernity: The Environment and Invisible Hazards*. London/New York: Routledge.

Agarwal, Bina (1991) "Engendering the Environment Debate: Lessons from the Indian Sub-Continent," in *CASID Distinguished Speaker Series, No. 8*. East Lansing MI: Center for Advanced Study of International Development, Michigan state University.

Altvater, Elmar (1993) *The Future of the Market*. London/New York: Verso.

Athanasiou, Tom (1998) *Divided Planet: The Ecology of Rich and Poor*. Athens, GA/London: The University of Georgia Press.

Bennholdt-Thomsen, Veronika, Nicholas faraclas, and Claudia von Werlhof (2001) *There Is An Alternative: Subsistence and Worldwide Resistance to Corporate Globalization*. London/New York: Zed Books.

Benton, Ted Ed. (1996) *The Greening of Marxism*. New York/London: The Guilford Press.

Bernard, Ted and Jora Young (1996) *The Ecology of Hope: Communities Collaborate for Sustainability*. Gabriola Island, BC: New Society Publishers.

Brandt, Barbara (1995) *Whole Life Economics: Revaluing Daily Life*. Philadelphia/Gabriola Island, BC: New Society Publishers.

Canadian Woman Studies (2003) Special Issue on Women and Sustainability, vol. 23, no. 1.

Code, Lorraine (1991) *What Can She Know? Feminist Theory and the Construction of Knowledge*. Ithaca, NY: Cornell University Press.

Coleman, Daniel A. (1994) *Ecopolitics: Building a Green Sociey*. New Brunswick, NJ: Rutgers University Press.

Costanza, Robert, Olman Segura, and Juan Martinez-Alier Eds. (1996) *Getting Down to Earth: Practical Applications of Ecological Economics*. Washington, DC/Covelo, CA: Island Press.

Costanza, Robert Ed. (1991) *Ecological Economics: The Science and Management of Sustainability*. New York: Columbia University Press.

Cuomo, Chris J. (1998) *Feminism and Ecological Communities: An Ethic of Flourishing*. London/New York: Routledge.

Daly, Herman E. and John Cobb Jr. (1989) *For the Common Good: Redirecting the Economy Toward Community, the Environment, and a Sustainable Future*. Boston: Beacon Press.

Daly, Herman and Robert Goodland (1994) "An Ecological-Economic Assessment of Deregulation of International Commerce Under GATT," *Ecological Economics*.

Dobson, Andrew (1995) *Green Political Thought* (2 ed.). London: Harper Collins.

Ecological Economics (1997) Special Issue on Women, Ecology and Economics, vol. 20, no. 2.

¹⁴ Cette bibliographie a été fournie par Patricia E. Perkins.

Eichler, Margrit, June Larkin, and Sheila Neysmith (2002) *Feminist Utopias: Re-Visioning Our Futures*. Toronto: Inanna Publications and Education Inc.

Faber, Daniel Ed. (1998) *The Struggle for Ecological Democracy: Environmental Justice Movements in the United States*. New York/London: The Guilford Press.

Feiner, Susan (1995) "Reading Neoclassical Economics: Toward an Erotic Economy of Sharing," in *Out of the Margin: Feminist Perspectives on Economics*, Edith Kuiper and Jolande Sap, Eds. London/New York: Routledge.

Ferber, Marianne and Julie A. Nelson Eds. (1993) *Beyond Economic Man: Feminist Theory and Economics*. Chicago/London: University of Chicago Press.

Folbre, Nancy (1994) *Who Pays for the Kids? Gender and the Structures of Constraint*. London/New York: Routledge.

Folbre, Nancy (2001) *The Invisible Heart: Economics and Family Values*. New York: The New Press.

Forsey, Helen (1993) *Circles of Strength: Community Alternatives to Alienation*. Philadelphia, PA/Gabriola Island, BC: New Society Publishers.

Gibson-Graham, J.K. (1996) *The End of Capitalism (As We Knew It): A Feminist Critique of Political Economy*. Malden, MA/Oxford, UK: Blackwell.

Gruen, Lori (1997) "Revaluing Nature," in *Ecofeminism: Women, Culture, Nature*, Karen J. Warren, Ed. Bloomington and Indianapolis, IN: Indiana University Press.

Haraway, Donna J. (1991) *Simians, Cyborgs and Women: The Reinvention of Nature*. London/New York: Routledge.

Harcourt, Wendy Ed. (1994) *Feminist Perspectives on Sustainable Development*. London/New Jersey: Zed Books.

Harding, Sandra (1986) *The Science Question in Feminism*. Ithaca, NY/London: Cornell University Press.

Hawthorne, Susan (2002) *Wild Politics*. North Melbourne: Spinifex.

Henderson, Hazel (1991) *Paradigms in Progress: Life Beyond Economics*. Indianapolis, IN: Knowledge Systems, Inc.

Henderson, Hazel (1988) *The Politics of the Solar Age: Alternatives to Economics*. Indianapolis, IN: Knowledge Systems, Inc.

Jackson, Cecile and Ruth Pearson (1998) *Feminist Visions of Development: Gender Analysis and Policy*. London/New York: Routledge.

Johnston, Barbara Rose Ed. (1994) *Who Pays the Price? The Sociocultural Context of Environmental Crisis*. Washington, DC/Covelo, CA: Island Press.

Keil, Roger, David V.J. Bell, Peter Penz, and Leesa Fawcett Eds. (1998) *Political Ecology: Global and Local*. London/New York: Routledge.

Krishnan, Rajaram, Jonathan M. Harris, and Neva R. Goodwin Eds. (1995) *A Survey of Ecological Economics*. Washington, DC/Covelo, CA: Island Press.

Kuiper, Edith and Jolande Sap Eds. (1995) *Out of the Margin: Feminist Perspectives on Economics*. London/New York: Routledge.

Lappe, Frances Moore and Paul Martin DuBois (1994) *The Quickening of America: Rebuilding Our Nation, Remaking Our Lives*. San Francisco: Jossey-Bass.

Lipietz, Alain (1995) *Green Hopes: The Future of Political Ecology*. Oxford: Polity.

Marchand, Marianne H. and Jane L. Parpart (1995) *Feminism/Postmodernism/Development*. London/New York: Routledge.

Mellor, Mary (1997a) "Women, Nature and the Social Construction of 'Economic Man'," *Ecological Economics*, 20(2).

Mellor, Mary (1997b) *Feminism and Ecology*. New York: New York University Press.

Merchant, Carolyn (1996) *Earthcare: Women and the Environment*. New York: Routledge.

Merchant, Carolyn (1992) *Radical Ecology*. New York: Routledge.

Mies, Maria (1998) *Patriarchy and Accumulation on a World Scale: Women in the International Division of Labour*. London/New York: Zed Books.

Mies, Maria and Vandava Shiva (1993) *Ecofeminism*. Halifax: Fernwood.

Morrison, Roy (1995) *Ecological Democracy*. Boston: South End Press.

Nelson, Julie (1996) "Feminism, Ecology, and the Philosophy of Economics," *Ecological Economics*, 20(2).

Nelson, Julie (1996) *Feminism, Objectivity and Economics*. London/New York: Routledge.

Nozick, Marcia (1992) *No Place Like Home*. Ottawa: Canadian Council for Social Development.

Peet, Richard and Michael Watts Eds. (1996) *Liberation Ecologies: Environment, Development, Social Movements*. London/New York: Routledge.

Pepper, D (1993) *Eco-Socialism: From Deep Ecology to Social Justice*. New York: Routledge.

Perkins, E. ed. (1997) "Special issue on "Women, Ecology and Economics," *Ecological Economics*, 20(2).

Plant, Judith (1997) "Learning to Live with Differences: The Challenge of Ecofeminist Community," in *Ecofeminism: Women, Culture, Nature*, Karen J. Warren, Ed. Bloomington and Indianapolis, IN: Indiana University Press.

Pujol, Michèle A. (1998) *Feminism and Anti-Feminism in Early Economic Thought*. Cheltenham, UK/Northampton, MA: Edward Elgar.

Redmount, Esther (1995) "Toward a Feminist Econometrics," in *Out of the Margin: Feminist Perspectives on Economics*, Edith Kuiper and Jolande Sap, Eds. London/New York: London/New York.

Rocheleau, Diane, Barbara Thomas-Slayter, and Esther Wangari Eds. (1996) *Feminist Political Ecologies: Global Issues and Local Experiences*. New York/London: Routledge.

Roseland, Mark (1998) *Toward Sustainable Communities: Resources for Citizens and their Governments*. Gabriola Island, BC/Stony Creek, CT: New Society Publishers.

Rowbotham, Sheila and Stephanie Linkogle (2001) *Women Resist Globalization: Mobilizing for Livelihood and Rights*. London/New York: Zed Books.

Sachs, Wolfgang (1999) *Planet Dialectics: Explorations in Environment and*

Development. Halifax, NS: Fernwood Publishing.

Sachs, Wolfgang, R. Loske, M. Linz, and et.al. (1998) "Paradigms," in *Greening the North: A Post-Industrial Blueprint for Ecology and Equity*, Wolfgang Sachs and R Loske and M Linz and et.al., Eds. London/New York: Zed Books.

Sachs, Wolfgang Ed. (1993) *Global Ecology: A New Arena of Political Conflict*. Halifax: Fernwood Publishing.

Salleh, Ariel (1997) *Ecofeminism As Politics: Nature, Marx and the Postmodern*. London/New York: Zed Books.

Sandilands, Catriona (1999) *The Good-Natured Feminist: Ecofeminism and the Quest for Democracy*. Minneapolis/London: University of Minnesota Press.

Shiva, Vandana (1994) *Close to Home: Women Reconnect Ecology, Health and Development Worldwide*. Philadelphia, PA/Gabriola Island, BC: New Society Publishers.

Silliman, Jael and Ynestra King (1999) *Dangerous Intersections: Feminist perspectives on Population, Environment, and Development*. Cambridge, MA: South End Press.

Spretnak, Charlene (1997) "Radical Nonduality in Ecofeminist Philosophy," in *Ecofeminism: Women, Culture, Nature*, Karen J. Warren, Ed. Bloomington and Indianapolis, IN: Indiana University Press.

Sturgeon, Noël (1997) *Ecofeminist Natures: Race, Gender, Feminist Theory and Political Action*. New York/London: Routledge.

von Wiezsacker, Ernst Ulrich (1994) *Earth Politics*. London/New Jersey: Zed.

Waring, Marilyn (1988) *If Women Counted: A New Feminist Economics* (San Francisco: Harper and Row.

Warren, Karen J. Ed. (1997) *Ecofeminism: Women, Culture, Nature*. Bloomington/Indianapolis, IN: Indiana University Press.

Warren, Karen J. Ed. (1994) *Ecological Feminism*. London/New York: Routledge.

Women and Environments International (2002). Special Issue on Women, Ecology, and Economic Change, no. 54/55.

Zimmerman, Michael E. (1994) *Contesting Earth's Future: Radical Ecology and Postmodernity*. Berkeley/Los Angeles/London: University of California Press.